

<http://ujfp.org/spip.php?article7321>

The logo for UJFP (Union des Juristes Français pour la Palestine) is displayed in a stylized, pixelated font. The letters are dark red with a white outline, set against a light, textured background.

Quand on en vient à l'antisémitisme, peut-être n'existe-t-il pas d'« autre » Allemagne ?

AURDIP

Association des Universitaires pour le Respect
du Droit International en Palestine

pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : lundi 5 août 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

10 juillet | [Daniel Blatman pour Haaretz](#) | [Traduction CG pour l'AURDIP](#) | [Tribunes](#)

[En anglais](#)

Il est difficile de déterminer à quel moment exactement l'expression « une autre Allemagne » est entrée dans le discours public d'Israël ou qui l'a introduite. Le journaliste David Witzthum, qui a publié récemment un livre sur les premières relations entre Israël et l'Allemagne de l'Ouest (*Le début d'une belle amitié ? La réconciliation entre Israël et l'Allemagne, 1948-1960*, Schocken (en hébreu)), conjecture que le discours sur cette Allemagne a commencé lors des discussions sur l'Accord de réparations entre Israël et l'Allemagne de l'Ouest de 1952.

Le désir de prouver qu'une prétendue autre Allemagne était vraiment née et se construisait est issu d'une envie des immigrants allemands vivant en Israël de se reconnecter avec leur pays natal, qu'ils avaient été obligés de quitter dans les années 1930. Ultérieurement, le Premier ministre David Ben Gourion et le chancelier Konrad Adenauer adopteraient aussi l'expression qui convenait bien à leurs objectifs politiques communs.

Depuis, l'expression a été utilisée pour décrire la grande révolution par laquelle l'Allemagne est passée après la défaite des nazis, quand, sur les ruines qu'ils avaient laissées, s'est développée une démocratie stable, économiquement florissante - une démocratie qui accepte la responsabilité pour les crimes de son passé, qui est tolérante et sensible aux problèmes des minorités, qui offre des compensations aux survivants du génocide et qui soutient systématiquement Israël.

Mais cette « autre Allemagne » a été récemment confrontée à un test difficile. Brusquement, près de 75 ans après l'effondrement du Troisième Reich, l'anti-sémitisme a refait surface comme une question autour de laquelle le système politique allemand presque tout entier s'est uni.

Presque tous les membres du Bundestag (le parlement allemand) - les sociaux-démocrates, les libéraux-démocrates et les Verts - ont voté récemment en faveur d'une résolution qui définit le mouvement BDS comme antisémite. Suivant cette décision générale, l'Allemagne est devenu un membre dirigeant de la coalition de « ceux qui pervertissent l'antisémitisme ». Parmi les membres amis figurent des dirigeants comme Viktor Orban de Hongrie, Matteo Salvini d'Italie et Heinz-Christian Strache d'Autriche. Tous sont des amoureux d'Israël, des racistes sérieux et aussi, si nécessaire, des antisémites.

Voici comment un pays où l'antisémitisme était un outil politique qui a contribué à l'avènement de l'entreprise meurtrière des Nazis est devenu un pays qui promeut la distortion de l'antisémitisme pour favoriser la persécution politique d'un mouvement nonviolent combattant l'occupation, l'oppression des Palestiniens et les crimes de guerre qu'Israël perpétue dans les territoires.

L'Allemagne est unique en ce que la pression du gouvernement d'Israël a influencé l'humeur politique au point où y a surgi une chasse aux sorcières, avec le soutien de quelques personnes de la communauté juive locale. A présent, cette chasse est dirigée contre le directeur du Musée juif de Berlin, Peter Schaefer, un intellectuel de renom dans le champ des études juives, qui a publiquement pris parti contre l'affaiblissement de la liberté d'expression et a lancé un avertissement contre le danger de qualifier d'« antisémite » quiconque critique Israël.

Plusieurs chercheurs spécialistes de l'Holocauste en Israël et à l'étranger ont récemment souligné le danger posé par ce qu'ils appellent une « distorsion de l'Holocauste ». Pas le déni, mais la distortion. De leur point de vue, la tendance émergeant aujourd'hui à plusieurs endroits d'Europe, particulièrement dans les partis populistes d'extrême-droite, n'est pas de nier l'Holocauste, mais de tordre ses événements ou sa signification pour l'adapter à un récit historique national et à formater une mémoire collective spécifique, celle qu'ils promeuvent.

Bien que ces universitaires n'aient pas exprimé d'opinion sur un phénomène analogue par rapport à la définition même de l'antisémitisme, la formule qu'ils ont proposée par rapport à l'Holocauste semble aussi brillamment appropriée pour décrire ce qui arrive en Allemagne et à d'autres endroits par rapport à l'antisémitisme.

L'antisémitisme traditionnel, familial, était caractérisé par une hostilité multiforme aux juifs et au judaïsme, par la diabolisation des juifs, par une inquiétude vis-à-vis de leurs traits collectifs et de leurs opérations commerciales, et par des mythes et des stéréotypes qui ont dépeint les juifs comme le diable incarné. Le nouvel antisémitisme des populistes nationalistes européens dont l'Allemagne a adopté les définitions pourrait être défini comme un antisémitisme fonctionnel. Il est basé sur le principe que sera définie comme antisémite toute personne que certains juifs veulent définir comme telle.

En d'autres termes, ce n'est plus un antisémitisme qui distingue entre juifs et non-juifs selon des critères comme la religion, la culture, la nationalité ou la race mais un antisémitisme qui fait une distinction entre antisémites et non-antisémites, selon des critères établis par le gouvernement israélien et par les juifs et les non-juifs qui le soutiennent, en Allemagne et dans d'autres pays.

Ce qui arrive ici n'est rien de moins qu'une révolution historique dans la compréhension de l'antisémitisme : les Allemands antisémites ne définissent plus qui est un juif, à ostraciser de la société ; au contraire, certains Juifs définissent qui est antisémite et qui est philosémite, et les Allemands adoptent leur point de vue.

L'antisémitisme fonctionnel définit comme antisémites juifs et non-juifs indistinctement, sur la base d'une liste de spécifications et de traits qui plaisent au nationalisme actuel d'Israël. Et parce que l'antisémitisme fonctionnel a aussi besoin d'un document ou d'une organisation qui définisse ses limites puisqu'il est inconcevable que quiconque décide pour lui-même qui est antisémite ou qui ne l'est pas on a eu recours aux dix commandements de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA).

L'IHRA a été établie en 1998 après un tollé en Suède quand un sondage (dont on a découvert ensuite que les résultats étaient faux) a indiqué que la jeune génération de Suédois ne connaissait pas les événements de l'Holocauste. La Suède, un des pays européens qui a une droite néo-nazie forte et organisée, a décidé que la manière de gérer ces conclusions troublantes était d'établir une organisation internationale pour perpétuer le souvenir de l'Holocauste et d'inculquer ses leçons dans le système scolaire. Israël, bien sûr, est devenu un membre dirigeant de l'organisation et le spécialiste de l'Holocauste Yehuda Bauer est devenu son premier conseiller académique.

C'est ainsi qu'une organisation inutile et destructrice est née qui a fait de l'enseignement sur l'Holocauste et sa mémoire un problème international considérable. Ses succès ne sont pas particulièrement impressionnants : après 20 ans d'activités, de discussions et de conférences dans le monde entier, l'antisémitisme a connu de nos jours une résurgence qui n'avait pas été expérimentée depuis des années.

Mais la nourriture stimule l'appétit, comme dit le dicton. D'une organisation qui était supposée se focaliser sur la mémoire et les activités éducatives, l'IHRA, qui a un statut international à cause de ses 27 états membres, est devenu un rédacteur de documents et un formulateur de définitions, mais quels sont les intérêts derrière et qui exactement les propulse n'est pas du tout clair.

Quand on en vient à l'antisémitisme, peut-être n'existe-t-il pas d'« autre » Allemagne ?

L'exemple le plus important est le scandaleux document que l'IHRA a approuvé en mai 2016 sur la définition de l'antisémitisme. Il affirme qu'un antisémite est quiconque nie le droit du peuple juif à l'autodétermination en affirmant qu'Israël est une entreprise raciste ; quiconque applique un double standard à Israël en affirmant que ce pays devrait agir d'une manière qui n'est pas exigée des autres démocraties ; ou quiconque compare les politiques actuelles d'Israël à celles des nazis.

Faire des comparaisons entre les politiques d'Israël vis-à-vis des Palestiniens de la bande de Gaza et les politiques allemandes vis-à-vis des juifs dans les ghettos de Pologne est effectivement dur et perturbant. Mais est-ce de l'antisémitisme ? Et est-ce que cela devrait être le job du Bundestag de déterminer si un groupe qui suggère de telles idées est ou non antisémite ?

L'affirmation selon laquelle l'établissement d'Israël repose sur une vision raciste du monde est aussi dure à avaler. Mais qui a donné à l'IHRA la responsabilité de décisions historiquement importantes de ce type et pourquoi est-ce contraignant pour le parlement d'une puissance démocratique européenne ?

De plus, pourquoi le Bundestag devient-il un paillason pour une organisation dont les activités et la désinvolture sont conformes aux stéréotypes antisémites classiques de la domination juive et de la capacité des juifs à forcer le système politique international à travailler pour leurs intérêts propres ? dans ce cas, ceux d'Israël ? Pourquoi le Bundestag a-t-il adopté presque unanimement une définition de l'antisémitisme écrite par l'IHRA, un groupe que le Premier ministre

Benjamin Netanyahu exalte et glorifie à cause de son rôle dans la lutte contre BDS ?

Le dieu de l'histoire doit rire de cette absurdité. Le mouvement nazi, comme nous le savons, a flirté plus qu'un peu avec le sionisme dans les années 1920 et 1930. Alfred Rosenberg, un des principaux idéologues nazis, a écrit à l'époque sur la nature du mouvement sioniste et sur ce que l'attitude correcte du mouvement nationaliste allemand devait être envers lui. Dans son livre de 1920, *Die Spur* (« La Trace : suivre la piste des juifs à travers les âges »), Rosenberg suggérait d'encourager et de soutenir le mouvement sioniste allemand afin de promouvoir l'exode des juifs allemands en Palestine. Il remarquait que les sionistes étaient un groupe avec un potentiel de coopération à court terme avec l'Allemagne nationale-socialiste, puisque les deux avaient un intérêt à freiner l'assimilation et l'intégration des Juifs et à encourager l'émigration juive.

Rosenberg projetait aussi d'utiliser des allégations juives comme justification légale pour dénier aux Juifs allemands leurs droits civiques et comme preuve que les juifs soutenaient la même idée. L'allégation sioniste selon laquelle il y avait une communauté juive séparée avec ses propres intérêts culturels et nationaux, qui n'étaient pas les mêmes que ceux des autres Allemands, s'accordait aussi avec la politique nazie dont l'implémentation commença après 1933.

Il y a une ironie historique amère dans le fait d'étiqueter comme antisémite, de manière indiscriminée, quiconque en Allemagne critique les politiques actuelles d'Israël. C'est la manière dont l'Allemagne sert la conception brutale et raciste du sionisme dans l'Israël actuelle exactement comme elle a servi auparavant les besoins du sionisme, afin d'encourager l'isolationisme juif et de promouvoir l'émigration juive autant que possible. Les membres du Bundestag sont apparemment aveugles à la différence énorme entre la situation désespérée des juifs allemands des années 1930 et l'état juif d'aujourd'hui.

Cela, bien sûr, ne gêne pas l'Israël de Netanyahu et de Gilad Erdan, le ministre en charge de la provocation et de la chasse aux sorcières dans le prétendu ministère « des Affaires stratégiques ». Dans l'esprit de la déclaration bien connue d'Hermann Goering, qui a dit que « dans la Luftwaffe, je décide qui est juif », Israël et IHRA sont ceux qui définissent maintenant qui est antisémite.

Quand on en vient à l'antisémitisme, peut-être n'existe-t-il pas d'« autre » Allemagne ?

Tant Viktor Orban, un admirateur de l'amiral Miklos Horthy, le dirigeant de la Hongrie pendant la Deuxième guerre mondiale, qui envoyé des centaines de milliers de juifs hongrois à Auschwitz, et Rodrigo Duterte des Philippines, un dirigeant meurtrier qui se vante de balayer les toxicomanes juste comme Hitler a balayé les juifs â€” pourraient être des invités d'honneur en Israël et les alliés de son premier ministre.

Et un grand érudit du Talmud et de la philosophie juive, qui a enseigné à l'université de Princeton, qui a dirigé le Musée juif de Berlin, qui a été responsable d'une exposition sur Jérusalem qui tenait aussi compte de la composante palestinienne de la ville et qui a osé s'opposer au silence et à la chasse aux sorcières ayant rendu possible la décision du Bundestag concernant BDS, ce grand érudit quitte son travail.

Pour la gloire de l'état d'Israël.

*Le professeur **Daniel Blatman** est un historien spécialiste de la période de l'Holocauste à l'université hébraïque de Jérusalem et l'historien en chef du Musée du ghetto de Varsovie.*